



[PAYS : RDC]

ÉTAT D’AVANCEMENT DU PROJET EN MILIEU D’ANNÉE

PÉRIODE CONSIDÉRÉE : JANVIER – JUIN 2015

Numéro de projet et titre :	PBF/IRF-97		
Organisation(s) récipiendaire (s)¹ :	PNUD/UNHABITAT/IOM		
Partenaires d’exécution (Gouvernement, agences de l’ONU, ONG etc.) :	Gouvernement:PNC,Administration publique,Justice,sercices fonciers, services des routes,Division Provinciale des Mines,Division de developpement rural Monusco (CAS,JSS,UNPOL,GAO,SSU); ONG Natonales: APC,AFEDEM,ACODEPA,ADMR,AVUDS,IDHE		
Site :	MINOVA-NUMBI-ZIRALO dans le Nord du Territoire de Kalehe,Province du Sud Kivu en RDC		
Budget total approuvé² :	USD 3.623.986 (Pnud: 1.238.204 USD +Unhabitat:1.067.681USD+OIM:1.318.100USD)		
Fonds engagés³ :		% des fonds engagés / budget total approuvé :	25%
Dépenses⁴ (information préliminaire) :	814.690,05	% des dépenses / budget total : (taux de dépense)	22%
Date d’approbation du projet :	2 Octobre 2014	Délai possible de la date de fin des opérations initialement prévue (nombre de mois)	18 mois
Date de démarrage du projet :	Décembre 2014		
Date de fin des opérations initialement prévue :	Mai 2016		
Résultats du projet :	Resultat 1: Les populations et les representants de l'Etat congolais s'engagent dans un processus de dialogue inclusif pour répondre aux causes de conflits		

¹Il faut noter que dans les cas où plusieurs agences participent, un seul rapport doit être présenté.

²Le budget approuvé correspond au montant transféré aux organisations récipiendaires.

³Les fonds engagés sont définis par les contrats de services et de travail conformément aux règles et procédures financières des organisations récipiendaires. Fournir les informations préliminaires.

⁴ Paiements réels (contrats, services, travail) effectués suivant les engagements.

5 Les domaines de priorité du Fonds sont :

1. Appuyer la mise en œuvre des accords de paix et le dialogue politique (priorité 1) :

(1.1) Réforme du secteur de la sécurité, (1.2) État de droit, (1.3) Désarmement, démobilisation et réintégration, (1.4) Dialogue politique.

2. Promouvoir la coexistence et le règlement pacifique des conflits (priorité 2) :

(2.1) Réconciliation nationale; (2.1) Gouvernance démocratique; (2.3) Gestion des ressources naturelles.

3. Relancer l’économie et générer immédiatement des dividendes de paix (priorité 3)

(3.1) Création d’emplois sur mesure à court terme, (3.2) et de moyens d’existence durables pour les communautés.

4) Remettre en place les services administratifs essentiels (priorité 4)

(4.1) Administration publique; (4.2) Service public (y compris les infrastructures).

	<p>,consolider la paix et créer les bases pour des institutions transparentes,inclusives et effectives</p> <p>Resultat 2: La présence et la qualité de services fournis par les représentants de l'administration contribuent à renforcer l'autorité de l'Etat et accroître la confiance des populations dans leurs institutions</p> <p>Resultat3: Sur la base de ses propres recommandations,la population entreprend des activités de reprise socioeconomique à petite echelle,construit la cohesion sociale malgré les chocs exterieurs,renforce la resilience au plan communautaire,ouvrant un espace pour le developpement à long terme.</p>
Domaine de priorité du Fonds⁵	<p>-Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des differends</p> <p>-Revitaliser l'economie et générer des dividendes immediats de la paix</p> <p>-(Re)- etablissement des services administratifs essentiels</p>

Évaluation qualitative de l'état d'avancement du projet

<p><i>Pour chaque résultat attendu, veuillez donner des preuves de l'avancement (si elles existent) pendant la période du rapport.</i></p> <p><i>De plus, pour chaque résultat prévu, veuillez présenter brièvement les principaux produits déjà réalisés. (1000 lettres max.)</i></p>	<p>R1:Actuellement,les membres des Cadres de dialogue et de mediation CDM organisent la prise en charge des conflits.A ce jour,ils en ont identifiés 143 dont 90 fonciers et 53 socioeconomiques.Parmi eux ,53 ont été résolus. R2. 11km de route sont en cours de rehabilitation selon l'approche HIMO. R3:Au cours d'une étude rapide des filieres porteuses , 5 filieres non agricoles ont ete identifiées .</p> <p>Produits deja realisés; nous avons 5 CDM qui sont operationnels , 5 cartographies des conflits et 5 plans locaux de consolidation de la paix élaborés. 1200 personnes sur 2500 prevues ont ete selectionnées pour la réinsertion economique. parmi elles,on compte 513 hommes et 687 femmes dont 66 hommes et 434 femmes sont deja installés . Aussi, 300 creuseurs clandestins dont 220 hommes et 80 femmes ont été identifiés et formés en matière de gestion d' AGR ainsi que 100 femmes actives autour des sites miniers. Parmi eux,184 creuseurs clandestins et 77 femmes sont deja installés dans des AGR.</p>
<p><i>Y a-t-il des preuves que le projet a déjà un impact positif sur la consolidation de la paix ? (1000 lettres max.)</i></p>	<p>Sur base de plaintes rencontrées dans le cadre des activites de rehabilitation de la route, un comité local de suivi composé des acteurs de la societe civile, des leaders locaux et des autorités politico administratives de la zone a été créée.Il constitue un espace où des préoccupations/frustrations à la base sont exprimées et adressées. Le recours à la violence y est découragé. L'approche HIMO retenue pour les activités de</p>

	<p>réhabilitation de la route et la protection des talus amène des personnes issues des communautés antagonistes à se cotoyer au jour le jour au sein des groupes d'ouvriers constitués.</p> <p>D'autre part, la présence des autorités politiques provinciales dans la zone du projet, lors des missions conjointes de suivi organisées par les agences a été fortement appréciée par les communautés locales qui ont exprimé le souhait de les voir régulièrement.</p>
<p><i>Des effets catalytiques ont-ils été constatés durant la période considérée, y compris en générant de nouveaux engagements de fonds ou en déclenchant / débloquant un processus de paix ? (1000 lettres max.)</i></p>	<p>Durant la période du projet, nous avons obtenu la validation des 6 sites miniers par le ministère national des Mines</p> <p>Cela étant, 2 compagnies se sont présentées dans la zone du projet pour étiqueter ses minerais afin d'en assurer la traçabilité. Signalons qu'il y a quelques années ces sites miniers ont été contrôlés par différents groupes armés</p>
<p><i>Si les progrès ont été lents ou inadéquats, indiquer les raisons principales ainsi que les actions correctrices. (1000 lettres max.)</i></p>	<p>Effectivement, au cours de ce premier semestre, les progrès ont été lents. Ceci s'explique par l'impraticabilité de la route en cette saison de pluie. Le partenaire qui est censé la réhabiliter a loué un engin qui est tombé en panne aussitôt arrivé sur terrain. Cette situation a généré la colère des populations face au retard constaté dans la réhabilitation de la route. Pour y faire face, un plan de redressement a été élaboré dans lequel ce dernier s'est engagé à récupérer son retard dans un délai de 60 jours. Dans le cas contraire, son contrat sera résilié. Signalons que ce délai expire d'ici le 22 juin. Par ailleurs, les travaux de construction des bâtiments administratifs et de la police n'ont pas encore commencé. Cependant, les appels d'offres sont prêts à être lancés pour la sélection des entreprises de construction.</p>
<p><i>Quelles sont les activités principales/objectifs visés pour le restant de l'année? (1000 lettres max.)</i></p>	<p>Pour le restant de l'année il reste les activités suivantes:</p> <p>Pour le résultat 1: Il s'agit de l'implication des autorités locales et des communautés dans les échanges sur la cohabitation pacifique et la dynamique des groupes armés dans les localités de Minova, Numbi et Ziralo.</p> <p>Pour le résultat 2, il s'agit de:</p> <p>(i) Suite de la réhabilitation de l'axe routier Kalungu_Tushunguti et protection des talus de la route par la végétalisation, (ii) construction de 5 bâtiments (iii) Evaluation conjointes de la performance des entités politico-administrative, de la PNC et de la justice, (iv) Formation des agents de la PNC et de l'administration, (v) Organisation de 3 cadres de concertation.</p> <p>Pour le résultat 3, il reste les activités suivantes: Appui aux activités économiques en faveur de 1100 membres de la communauté restant, Appui aux activités économiques de 116 creuseurs clandestins et de 23 femmes actives autour</p>

	des sites miniers validés par le Ministère des Mines.
<i>Les stratégies/la durée/le budget, etc. du projet doivent-ils être rectifiés? (1000 lettres max.)</i>	Sûrement, les stratégies du projet devront être rectifiées, notamment en ce qui concerne les activités de restauration de l'autorité de l'Etat. En effet, s'agissant des infrastructures, bâtiments administratifs et de la police, en accord avec les autorités de la police et du Ministère de l'Intérieur, il a été envisagé de réduire leurs dimensions afin d'obtenir un bâtiment pour la PNC de Minova. Néanmoins ces constructions ne pourront aboutir que si la route est réhabilitée dans le délai, pour faciliter le transport de matériaux. De même, pour les activités de relance économique, le nombre de 2500 bénéficiaires prévus initialement dans le document du projet sera ramené à 1600, dont 900 à Numbi et 700 à Ziralo. Ce changement se justifie à la fois par le souci de distribuer des kits de réinsertion économique plus consistant compte tenu des réalités du milieu et enfin par des contraintes budgétaires.
<i>Des enseignements sont-ils à tirer du projet durant la période considérée? (1000 lettres max.)</i>	Oui, il y a deux enseignements que nous avons tirés à ce stade du projet. Le premier est que les leaders locaux et membres de la communauté sont très impliqués dans le suivi de proximité des activités du projet. En effet, ils ne tardent pas à alerter les autorités provinciales et les agences en cas de retard dans l'exécution de certaines activités ou de malfaçon. C'est ce qui constitue un signe positif de leur appropriation progressive du projet. Le deuxième est que le projet prend en compte les doléances des communautés et des autorités. Voilà pourquoi la construction d'un bâtiment pour la PNC de Minova vient d'être envisagée. Bref, l'enseignement principal à tirer de ce projet est qu'il intègre les revendications de la population et des autorités durant sa mise en œuvre.
<i>Quel est l'état général de la situation financière du projet (pourcentage du budget utilisé à la date du rapport) – des informations préliminaires. (1000 lettres max.)</i>	A la date de ce rapport, le pourcentage des engagements financiers à l'égard des partenaires pour les 3 agences membres du consortium sont de l'ordre de 25% du budget total. Quant aux paiements réels effectués suivant les engagements, ils sont évalués à 22% du budget total. Nous estimons que dès que les travaux de construction commenceront au courant du deuxième semestre 2015 et que la deuxième tranche sera versée aux partenaires de mise en œuvre, ces taux pourront éventuellement tripler.
<i>Autre information pertinente pour PBSO (et le Comité de Pilotage) sur le projet à ce stade? (1000 lettres max.)</i>	L'information la plus pertinente pour PBSO est que par un arrêté du Ministre de l'Intérieur signé au début de cette année, certaines entités administratives dont le poste d'encadrement, ont été supprimées en RDC. Or, le projet prévoyait de construire deux bâtiments pour ces entités. A la place, ces bâtiments serviront à d'autres entités administratives existantes. Aussi, vu les plaintes incessantes de la population de Minova qui se considère exclue du projet, il est maintenant prévu de construire un

	<p>bâtiment de la police dans sa zone. Son financement sera obtenu grâce à la réduction des dimensions de batiments initialement prévus à Numbi et ziralò. Le budget ne changera pas. Par ailleurs, il était prévu de réinsérer économiquement 2500 vulnérables. Ce nombre va être réduit à 1600. Il convient aussi de signaler que les communautés bénéficiaires et leaders locaux sont très méfiants à l'égard du partenaire qui réhabilite la route. A ce jour, l'étude de base est réalisée et disponible.</p>
--	--

ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE PAR INDICATEUR : Utiliser le *Cadre de résultats du projet* (du document de projet approuvé) pour indiquer dans le tableau ci-dessous l'état d'avancement et les dernières évolutions concernant les indicateurs clefs de performance à la fois pour les résultats et les produits. Dans les cas où des données quantitatives ne sont pas disponibles, donner une explication qualitative dans le tableau ci-dessus. (250 lettres max.)

	Indicateur de performance	Indicateur de départ	Indicateur cible de fin de projet	État d'avancement de l'indicateur actuel	Raisons du changement / délai (le cas échéant)	Indicateur cible rectifié (le cas échéant)
Résultat 1 Une vision collective à long terme et des solutions concrètes pour la Paix sont formulées sur l'axe Minova-Numbi-Ziralo en tenant compte de la perspective des hommes et des femmes et une culture de dialogue et profondément	Indicateur 1.1 %ge de la population déclarant être impliqués dans le dialogue avec d'autres membres de la communauté, y inclus d'autres ethnies pour trouver des solutions à l'insecurité et à l'instabilité au niveau communautaire (desagregé par genre, âge et groupe so	29% d'hommes et 19% de femmes recourent aux services des CDM	TBD			
	Indicateur 1.2					

t ancree dans ces communautés						
Produit 1.1 1 cartographie des conflits et des plans locaux de consolidation de la Paix dans les sites de Minova, Numbi et Ziralo sont disponibles et mis en oeuvre	Indicateur 1.1.1 Nombre de cartographie	0	1	5	5 cartographies de conflits ont été élaborées dont 1 pour chaque site du Cadre de Dialogue et de Médiation, en sigle CDM (Minova, Numbi, Lumbishi, Tushunguti et Chambombo)	5
	Indicateur 1.1.2 Nombre de plans locaux élaborés et mis en oeuvre par les autorités locales et les communautés	0	3	5	5 plans de consolidation de la Paix ont été élaborés dont 1 pour chaque site de CDM (Cadre de Dialogue et de Médiation)	5
Produit 1.2 5 cadres de dialogue et de médiation CDM composés de 100 hommes et femmes prennent en charge les	Indicateur 1.2.1 Nombre de cadres de dialogue mis en place et opérationnels	2	5	5	2 CDM existaient déjà dont 1 à Minova et 1 à Numbi. ils ont été redynamisés. 3 Nouveaux ont été mis en place, notamment à Lumbishi, Tushunguti et Chambombo	
	Indicateur 1.2.2 Nombre de membres des	20	100	56 membres de CDM dont 17 femmes formés en techniques de	12 personnes ont été formées par CDM. ce qui fera une cible de 60 pour	60

conflits et conduisent des dialogues sociaux a Minova,Numbi,Tushunguti,Lumbishi et C	CDM formés			médiation, sensibilisation, plaidoyer, communication sociale, culture de dialogue, principes fondamentaux des droits fonciers et le droit de succession.	les 5 et non 100 .	
Produit 1.3 Ateliers de formation sur la R1325 et de la R1612 organises	Indicateur 1.3.1 Nombre d'ateliers organises	0	5	0	Ces ateliers sont prévus au troisième semestre du calendrier d'activités du projet	
	Indicateur 1.3.2					
Résultat 2 L'Etat a la capacité de fournir plus de services pertinents par une présence accrue sur l'axe Minoa-Numbi-Ziralo	Indicateur 2.1 Pourcentage de la population dans les zones prioritaires (desagrege par sexe) indiquant qu'ils ont accès aux services administratifs essentiels au niveau local et du territoire (desagregé par genre)	35%	TbD	Cet indicateur sera renseigné prochainement étant donné que les services prévus sont en voie d,implantation		

	Indicateur 2.2 Pourcentage de la population dans les zones prioritaires indiquant qu'ils ont accès à la Police au cas de nécessité	52%	TbD	Cet indicateur sera renseigné à la suite de l'achèvement des travaux de construction et du déploiement des éléments de la police		
Produit 2.1 L'axe routier Kalungu-Numbi-Lumbishi-Tushunguti est réhabilité et les talus de la route sont protégés par la végétalisation et contribue à la stabilisation de la zone du projet	Indicateur 2.1.1 Nombre de km de route réhabilités	10 km	62 km	11		
	Indicateur 2.1.2 Nombre de ponts, de ponceaux réhabilités ou construits	0	16	0		
Produit 2.2 4 bâtiments administratifs	Indicateur 2.2.1 Nombre de commissariats et bâtiments	0	4	Les travaux préparatoires sont en cours. les constructions pourront	Réclamation d'un bâtiment pour la PNC par la population et les autorités de	5

s abritant la PNC et des services administratifs de Buzi et Ziralo construits et fonctionnels	administratifs fonctionnels			démarrer en juillet 2015.	Minova.Redimensionnement des plans prévus afin de dégager un budget pour un bâtiment supplémentaire.	
	Indicateur 2.2.2					
Produit 2.3 Au moins 30 agents de la PNC sont déployés dans la zone d'intervention	Indicateur 2.3.1 Nombre d'agents déployés et opérationnels	7	30	Cet indicateur sera renseigné à la suite du déploiement des éléments de la police		
	Indicateur 2.3.2					
Résultat 3 D'autres débouchés économiques sont créés pour les groupes susceptibles d'être mobilisés et leurs communauté	Indicateur 3.1 Pourcentage de menages avec un membre appartenant a un groupe a risque (jeune,ex-combattant,IDPs etc.)indiquant une amélioration dans ses conditions de vie (desagreges	TbD	TbD			

s	par genre,ménage femmes/hommes chef de ménage)					
	Indicateur 3.2 Degré de satisfaction avec nouvelles AGR des membres nouvellement employés des groupes à risques,femmes chef de menages et victimes des violences sexuelles/basées sur le genre(desagregé par genre et age)	TbD	TbD	cet indicateur sera renseigné à la suite de l'évaluation à mi-parcours du projet		
Produit 3.1 Les secteurs économiques non agricoles porteurs sont identifiés dans la zone du projet	Indicateur 3.1.1 Etude sur les secteurs non agricoles porteurs dans la zone	N/A	Une enquête existe	1		
	Indicateur 3.1.2					
Produit 3.2 2500 membres des communaute	Indicateur 3.2.1 Nombre de personnes impliquees dans	0	2500	500 dont 66 hommes et 434 femmes	La cible initiale a été réduite pour servir des kits plus consistant	1600

s dont 50% de femmes vulnérables y compris des survivantes des VSBG et les jeunes desoeuvres sont installes dans des activites economiques porteuses (menuiserie, maconnerie, briqueterie, boulangerie, cuisine ameliorée, fromager	les conflits installées (Hommes/Femmes)					
	Indicateur 3.2.2					
Produit 3.3 Les personnes installées ont accès aux mecanismes locaux d'epargne et de crédits (MUSO)	Indicateur 3.3.1 Pourcentage de la population installée ayant accès au credit à travers les MUSO (desagregé par sexe)	0%	30%	cet indicateur sera renseigné au 2e semestre du projet		
	Indicateur 3.3.2					

Résultat 4	Indicateur 4.1					
	Indicateur 4.2					
Produit 4.1	Indicateur 4.1.1					
	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					